



RÉPONSE ET PRÉPARATION AUX URGENCES LIÉES À LA VBG

POSSIBILITÉS D'UN LANGAGE TRANSFORMATEUR DANS LES APPROCHES FÉMINISTES EN MATIÈRE DE PARTENARIATS



**Don du
gouvernement
des États-Unis**

Élaboré en 2020



Strategic Initiative
for Women in the
Horn of Africa



REMERCIEMENTS

L'IRC tient à remercier les diverses femmes et filles, les militants, les organisations et réseaux des droits des femmes ainsi que les acteurs luttant contre la violence basée sur le genre (VBG) qui ont contribué à l'élaboration du présent document. Celui-ci a été élaboré grâce à une collaboration entre : [Akina Mama wa Afrika](https://www.akinamamawaafrika.org), [Réseau de prévention de la VBG](https://preventgbvafrica.org), [Gender Equality Network – Myanmar](https://www.genmyanmar.org), [International Rescue Committee](https://www.elkara.ma), [El-Karama](https://sihanet.org), [Initiative stratégique pour les femmes dans la Corne de l'Afrique](https://wipc.org) et [Women's International Peace Centre](https://www.state.gov/about-us-bureau-of-population-refugees-and-migration/).¹

L'IRC tient à reconnaître le travail fondamental du Dr Michelle Lokot qui a dirigé le projet et élaboré le présent document.

L'IRC est également reconnaissant envers le [Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'État américain](https://www.state.gov/about-us-bureau-of-population-refugees-and-migration/)² pour avoir financé la coalition Building Local, Thinking Global (BLTG) depuis 2017, en tant que don du gouvernement des États-Unis.

¹ Akina Mama wa Afrika : <https://www.akinamamawaafrika.org> ; Réseau de prévention de la VBG : <https://preventgbvafrica.org> ; Gender Equality Network - Myanmar : <https://www.genmyanmar.org> ; El-Karama : <https://www.elkara.ma> ; Initiative stratégique pour les femmes de la Corne de l'Afrique : <https://sihanet.org> ; Women's International Peace Centre : <https://wipc.org>.

² <https://www.state.gov/about-us-bureau-of-population-refugees-and-migration/>

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
Historique	6
Questions clés	7
Méthodologie.....	7
Revue de la littérature et concepts clés	8
Pensée féministe et aide humanitaire	10
 CONCLUSIONS	 12
Mots communs et leurs hiérarchies de pouvoir	12
Langage et identités	19
Langage et symbolisme.....	19
Relations entre le langage, le pouvoir et les méthodes de travail	20
Le langage et la dynamique du « local » et de l' « international »	21
Héritages coloniaux et racisme, renforcés par le langage de l'aide	22
 ALLER DE L'AVANT : CONSTRUIRE UN NOUVEAU LANGAGE.....	 24
Valeurs et méthodes de travail.....	25
Recommandations	28

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

À bien des égards, les mots que nous utilisons créent la réalité que nous vivons. Les mots peuvent communiquer nos préjugés et notre histoire, et influencer la façon dont nous percevons notre environnement et les personnes avec lesquelles nous interagissons. Depuis plusieurs années, la coalition Building Local, Thinking Global (BLTG) – un groupe de réseaux de défense des droits des femmes et leurs organisations membres d'Asie, d'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient – discute de la façon dont les hiérarchies de pouvoir sont façonnées et renforcées par le langage utilisé dans le secteur humanitaire. Le présent document, élaboré à la suite de consultations avec les membres de la BLTG, a pour but d'explorer le langage et les hiérarchies de pouvoir dans le domaine de l'aide humanitaire, ainsi que l'impact du langage sur les relations entre différents groupes, avec l'objectif d'identifier un nouveau langage qui soit inclusif et autonomisant, tout en favorisant l'égalité.

Dans le cadre d'une enquête utilisée pour éclairer le document, les répondants ont identifié leur niveau d'aisance avec les mots couramment utilisés dans le secteur humanitaire. Les cinq mots les plus inconfortables pour décrire des individus, des groupes ou des organisations étaient les suivants : victime, tiers monde, marginalisé, minorités et vulnérable. Au cours des entretiens et des discussions de groupe, les participants ont discuté davantage en détail de ces mots et bien d'autres, en soulignant les multiples hiérarchies de pouvoir qui influent sur la compréhension de certains mots et qui sont renforcées par l'utilisation de certains mots. Les participants ont réfléchi à la manière dont le langage a la capacité de faire en sorte que les individus se sentent inclus ou exclus, vus ou ignorés. Ils ont rappelé que la terminologie est souvent imposée aux organisations locales qui peuvent se sentir obligées d'adopter un certain langage aux fins d'accéder à des financements.

“ Le « langage est puissant. Les mots que nous utilisons deviennent une partie de notre conscience. Lorsque nous les utilisons de plus en plus, il y a une normalisation en ce qui concerne l'utilisation de ces mots ».

Répondant, Moyen-Orient

Par ailleurs, comme on pouvait s'y attendre, les discussions ont transcendé la question du langage pour aborder la dynamique du pouvoir entre les organisations locales et internationales, ainsi qu'entre les organisations locales et les donateurs. Les participants ont souligné comment l'inégalité de la dynamique de pouvoir et de l'accès aux ressources se traduit par des inégalités en ce qui concerne les salaires et contrats. Ils ont également soulevé le fait que les processus de conception descendante qui leur sont imposés ne sont pas toujours basés sur les connaissances des organisations locales ni sur les besoins des communautés.

Dans ce document, nous utilisons occasionnellement le terme « organisation locale » pour refléter la façon dont les participants ont discuté de ce terme ainsi que la façon dont ce langage apparaît dans la littérature, en particulier la littérature sur la localisation. Une discussion complète sur l'utilisation du terme « local » se trouve aux pages 21-22.

Au vu des résultats, un certain nombre de recommandations clés ont été formulées pour faciliter l'utilisation d'un langage plus inclusif et plus responsabilisant. Nous pensons que cela permettra également de promouvoir des partenariats plus équitables et plus féministes entre les différents types d'acteurs dans les contextes humanitaires. Vous trouverez ci-dessous les actions que les acteurs humanitaires devraient entreprendre.

CHOIX DU LANGAGE :

- ➔ Se renseigner auprès des communautés pour savoir les mots qu'on devrait utiliser pour les décrire.
- ➔ Identifier les possibilités permettant aux acteurs locaux de prendre l'initiative de développer une terminologie basée sur leur connaissance du contexte, en reconnaissant que cela signifie que les acteurs internationaux et les donateurs peuvent avoir besoin de réfléchir à la manière dont ils utilisent leur pouvoir pour influencer la terminologie et chercher à partager leur pouvoir.
- ➔ Reconnaître que les mots ont une signification différente selon le contexte et qu'il est peu probable que les mots soient appropriés dans tous les contextes et toutes les langues.
- ➔ Identifier les mots appropriés et contextualisés qui ont un sens dans les langues locales et qui peuvent être utilisés comme alternatives si nécessaire.
- ➔ Veiller à ce que la modification des mots pour les rendre plus inclusifs et plus sensibles se fasse avec analyse et reconnaissance du pouvoir, et ne soit pas symbolique.

LANGAGE ET POUVOIR :

- ➔ Créer des opportunités permettant d'influencer d'autres acteurs humanitaires afin de promouvoir une terminologie plus inclusive et autonomisant, en tirant partie des recommandations des communautés et des personnes ayant une connaissance du contexte.
- ➔ Définir clairement la signification des mots clés utilisés dans le secteur humanitaire, en tenant compte de la dynamique de pouvoir qui sous-tend certains mots, de l'inaccessibilité de certains langages techniques et de l'impact de ces mots sur différents groupes.
- ➔ Réfléchir de manière critique et identifier les domaines dans lesquels les déséquilibres de pouvoir façonnent les relations entre les organisations « locales » et « internationales », et entre les organisations « locales » et les donateurs.

LANGAGE EN MATIÈRE DE PARTENARIATS :

- ➔ Il faut faire preuve d'intention dans la création de partenariats égaux afin que les partenariats ne se contentent pas d'utiliser des organisations « locales » comme partenaires de mise en œuvre, mais qu'ils s'attaquent de manière significative aux hiérarchies de pouvoir entre les différents acteurs à chaque niveau de partenariats.
- ➔ Se faire inspirer par la gentillesse et la compassion dans la formation et le maintien de partenariats avec différents acteurs humanitaires, en faisant attention et en prenant le temps de veiller à ce que les relations soient respectueuses, inclusives, autonomisantes et fondées sur le principe du partage de pouvoir.

En outre, les participants ont suggéré des considérations importantes lorsqu'on réfléchit à la terminologie à utiliser. Ces considérations relatives aux alternatives linguistiques figurent aux pages 26 à 27. Ensemble, les résultats, les recommandations et les alternatives permettent de reconnaître le pouvoir du langage et la manière dont on peut s'en servir pour transférer le pouvoir.

HISTORIQUE

À bien des égards, les mots que nous utilisons créent la réalité que nous vivons. Les mots peuvent communiquer nos préjugés et notre histoire, et influencer la façon dont nous percevons notre environnement et les personnes avec lesquelles nous interagissons. Depuis plusieurs années, la coalition Building Local, Thinking Global (BLTG) – un groupe de réseaux de défense des droits des femmes et leurs organisations membres d'Asie, d'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient – discute de la façon dont les hiérarchies de pouvoir sont façonnées et renforcées par le langage utilisé dans le secteur humanitaire. Des mots tels que « marginalisé », « bénéficiaire » et « vulnérable » dépeignent la vie des communautés de manière particulièrement rigide et peu utile, et peuvent exacerber les inégalités des hiérarchies de pouvoir entre les organisations humanitaires et les communautés. Des étiquettes telles que « organisation locale » et « organisation internationale » renforcent également les hiérarchies de pouvoir entre les différents types d'acteurs humanitaires.³

La coalition BLTG a identifié le besoin d'un document portant sur les choix de langage utilisés par les organisations internationales, en particulier les façons dont ce dernier peut renforcer les privilèges et les hiérarchies de pouvoir. Grâce à ce document, nous nous efforçons d'explorer la manière dont la pensée féministe peut donner lieu à un langage inclusif et autonomisant tout en favorisant des partenariats féministes équitables.

Ce document est basé sur une analyse documentaire, une enquête en ligne auprès de 35 répondants, des discussions de groupe avec 19 femmes et des entretiens individuels avec 10 femmes actives au sein de la coalition. Un chercheur externe a piloté ce processus qui a débouché sur une session de validation à laquelle ont participé 24 femmes. Le résultat de ce travail est une analyse de la manière dont les mots humanitaires couramment utilisés sont perçus dans les différents contextes, du pouvoir qu'ils détiennent, et des recommandations pour aller de l'avant avec une compréhension et une réflexion plus approfondies.

Il convient de noter que ce document, qui n'est pas unique dans sa reconnaissance de la dynamique du langage et du pouvoir, découle en partie des premières conversations au sein de la coalition critiquant notre propre nom en tant que groupe. Building Local, Thinking Global, un nom de projet choisi lors de la phase de conception, implique une grande partie des dynamiques de pouvoir inégales que nous critiquons comme groupe. On voulait tout particulièrement examiner davantage comment les choix linguistiques peuvent avoir un impact sur l'égalité et les droits, et priver un certain nombre de personnes, d'acteurs et de communautés de leur pouvoir. Ce document offre des recommandations permettant aux acteurs humanitaires d'examiner le langage qu'ils utilisent, en quoi il renforce les inégalités de privilèges et de pouvoir, et en particulier, comment la pensée féministe pourrait favoriser le passage à un langage d'égalité de pouvoir et de respect.

La coalition⁴ BLTG réunit des organisations féministes de défense des droits des femmes, des militants, des universitaires, des organisations communautaires, des organisations non gouvernementales (ONG) et des réseaux régionaux de la société civile dans le but d'exploiter le pouvoir collectif au sein de la communauté humanitaire pour garantir la protection des femmes et des filles contre la violence basée sur le genre en situation d'urgence. L'initiative réunit une coalition de réseaux de défense des droits des femmes et leurs organisations membres d'Asie, d'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient.

³ Dans ce document, nous utilisons occasionnellement le terme « organisation locale » pour refléter la façon dont les participants ont discuté de ce terme ainsi que la façon dont ce langage apparaît dans la littérature, en particulier celle sur la localisation. Une discussion complète sur l'utilisation du terme « local » se trouve aux pages 21-22.

⁴ Ensemble, les membres de la coalition BLTG s'engagent à une initiative multi-agences à l'échelle mondiale qui vise à promouvoir le leadership transformateur des femmes dans la préparation et la réponse aux situations d'urgence liées à la violence basée sur le genre. La coalition se compose de féministes, de défenseurs des droits de la femme, d'organisations de base, de militants et d'organisations nationales, régionales et de réseaux œuvrant dans des situations d'urgence et des contextes fragiles et se consacrant à la protection et à l'autonomisation des femmes et des filles. Pour plus d'informations sur l'initiative BLTG, voir le site Web : <https://gbvresponders.org/building-local-thinking-global/>.

QUESTIONS CLÉS

Ce document cherche à explorer le langage et les hiérarchies de pouvoir dans le domaine de l'aide humanitaire, et l'impact du langage sur les relations entre différents groupes, dans le but d'identifier un nouveau langage qui soit inclusif et autonomisant, tout en favorisant l'égalité. Il se fonde sur la reconnaissance du fait que le pouvoir et le langage sont interdépendants et se renforcent mutuellement. La compréhension du fonctionnement du pouvoir passe par la compréhension de l'impact des choix linguistiques, encadrés spécifiquement dans les diverses hiérarchies de pouvoir qui pourraient être à l'œuvre dans les contextes humanitaires. Le pouvoir n'est pas unidimensionnel ; il opère non seulement entre les acteurs internationaux et locaux, mais aussi dans l'ensemble des relations envers les femmes et les filles ainsi qu'entre les acteurs locaux.

“ *Le langage peut être utilisé comme un outil, comme une arme, comme un bouclier. Il est très important si nous faisons ce travail politisé ; le langage compte vraiment et il est vraiment important d'y faire attention* ».

Répondant, Afrique de l'Est

Ce document reconnaît également que même un langage autrefois féministe peut se diluer dans le temps. Notre travail exige une réflexion critique permanente sur l'utilité de certains mots et termes. Dans le contexte de la prévention et de la réponse à la violence basée sur le genre, il est donc essentiel de réfléchir attentivement à la manière dont nous décrivons les communautés en situations d'urgence humanitaire, ainsi qu'aux activités que nous concevons et mettons en œuvre.

Les questions clés que ce document explore sont les suivantes :

- ➔ Quels mots ou phrases couramment utilisés dans le secteur humanitaire pourraient avoir des implications sur la dynamique du pouvoir ?
- ➔ Quelles dynamiques de pouvoir (y compris les hiérarchies de pouvoir, les identités et les discriminations qui se croisent) sont associées au langage communément utilisé en matière d'aide humanitaire ?
- ➔ Quel est l'impact d'un tel langage sur les relations entre les différents acteurs travaillant en vue de la

prévention et la réponse à la violence basée sur le genre, entre ces acteurs et le public / donateurs, et entre ces acteurs et les communautés et les femmes et les filles qu'ils servent dans des contextes humanitaires ?

- ➔ Quelles possibilités pourraient exister permettant à la pensée féministe de donner naissance à un nouveau langage qui soit inclusif et autonomisant, tout en favorisant l'égalité au sein des partenariats féministes et des activités de prévention et de lutte contre la violence basée sur le genre ?

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de l'élaboration de cette prise de position, la méthodologie utilisée comprenait : une analyse documentaire, une enquête en ligne, des entretiens semi-structurés, des discussions de groupe et une session de validation. Ce travail a été piloté par un consultant.

L'analyse documentaire a porté sur la littérature universitaire et les rapports d'ONG traitant du langage, de la terminologie et des hiérarchies de pouvoir dans le secteur humanitaire. L'analyse documentaire a contribué à la conception d'une enquête en ligne et de guides relatifs aux entretiens ainsi qu'aux discussions de groupe.

L'enquête en ligne s'est déroulée au cours d'une période de trois semaines à compter de début novembre 2020 impliquant les membres de la coalition BLTG et d'autres partenaires. Elle a été partagée en quatre langues à l'aide de Survey Monkey : anglais, arabe, birman et français. Au total, 35 personnes y ont participé (77 % étaient des femmes, 14 % des hommes, tandis que le reste a choisi de ne pas le dire ou de se décrire). Au total, 43 % des personnes interrogées venaient d'Afrique de l'Est, 29 % du Moyen-Orient et 29 % d'Asie. En plus, 83 % étaient membres de la coalition et 17 % ne l'étaient pas. La plupart des participants se sont identifiés comme des organisations de défense des droits des femmes (54 %), des ONG (23 %), des organisations à base communautaire (11 %), des réseaux nationaux de la société civile (6 %), des militants (3 %) et entités de soutien aux gouvernements (3 %).

Des entretiens semi-structurés ont été menés en anglais par appel vidéo auprès de 7 membres de la coalition et 3 membres de son Comité directeur⁵ (toutes des femmes) dans les trois zones géographiques où l'organisation se concentre : Asie, Afrique de l'Est et Moyen-Orient. Ces entretiens ont porté sur le décodage de certains des mots clés couverts par l'enquête, ainsi que sur les hiérarchies de pouvoir dans le secteur humanitaire. Les discussions de groupes ont été menées en anglais par appel vidéo impliquant trois groupes organisés en grande partie par région géographique. Au total, 16 femmes et 3 hommes ont participé aux discussions de groupe. Les participants ont discuté des résultats de l'enquête initiale, en explorant les avantages et les inconvénients de l'utilisation de certains termes, ainsi que les hiérarchies de pouvoir dans le secteur humanitaire. Les entretiens et données résultant des discussions de groupes ont été codés sur la base de thèmes clés et comparés aux données de l'enquête.

On a ensuite organisé une session de validation à laquelle ont pris part 19 femmes et 5 hommes utilisant l'appel vidéo. Le consultant a présenté les résultats de l'enquête, des entretiens et des discussions de groupe, et a invité les participants à partager leurs points de vue et à réagir aux résultats. Les participants aux entretiens et aux discussions de groupe se sont également vu inviter à donner leur avis par écrit sur le projet de rapport. Tous les membres de la BLTG, y compris l'IRC, ont été invités à donner leur avis par écrit sur les diapositives PowerPoint utilisées lors de la séance de validation avant de donner leur avis par écrit sur le projet de rapport.

Les résultats de ce processus ne sont pas nécessairement représentatifs de l'ensemble du réseau BLTG, étant donné le nombre limité de participants, en grande partie en raison de la pandémie COVID-19. Il est important de noter que l'enquête n'a pas été conçue pour être représentative, étant donné le petit nombre de répondants potentiels. Toutefois, l'enquête contribue à donner un aperçu des questions clés qui ont fait l'objet des discussions plus en profondeur lors des entretiens et des discussions de groupe. En outre, les concepts et les thèmes abordés dans les résultats ne représentent pas une analyse exhaustive des questions, compte tenu du temps limité imparti

aux entretiens et aux discussions de groupe. On n'a pas pu aborder tous les concepts de l'enquête lors des entretiens et des discussions de groupe. Par conséquent, pour certains mots couramment utilisés dans le secteur humanitaire, seuls les résultats de l'enquête sont présentés. Les participants ont également réfléchi plus largement aux hiérarchies de pouvoir au sein du secteur humanitaire, y compris dans leurs relations avec les donateurs et les communautés, ce qui sort légèrement du cadre de ce document ; c'est pourquoi il n'a pas été inclus. Le document final représente un point de départ important pour un voyage d'apprentissage et de réflexion en cours, sur lequel on peut s'appuyer pour de futures études, discussions et utilisations. L'objectif de ce document est d'encourager une réflexion critique sur le langage et le pouvoir dans le secteur humanitaire.

REVUE DE LA LITTÉRATURE ET CONCEPTS CLÉS

L'IMPACT DU LANGAGE

Dans la littérature existante critiquant le langage utilisé dans le secteur humanitaire et du développement, le langage est identifié comme un moyen puissant en matière de mobilisation des gens, de financement et de programmes. Dans cet article, nous suggérons que le langage et le pouvoir dans le secteur de l'aide humanitaire sont interdépendants et se renforcent mutuellement : le langage est façonné par les hiérarchies de pouvoir, et les hiérarchies de pouvoir sont façonnées par le langage.

Depuis le milieu des années 2000, les féministes et les praticiens du développement ont mené une réflexion critique sur le langage utilisé dans les secteurs humanitaire et de développement, en particulier en ce qui concerne les questions d'égalité des sexes⁶. Cette analyse suggère que certains mots et termes qui, à première vue, pourraient sembler offrir à des groupes particuliers plus de voix et de choix, peuvent en fait être instrumentalistes, affirmant des hiérarchies de pouvoir ou des programmes dominants, comme le

⁵ Les membres du Comité directeur de la coalition sont : [Akina Mama wa Afrika](#), [Réseau de prévention de la violence basée sur le genre](#), [Gender Equality Network – Myanmar](#), [El-Karama](#), [Initiative stratégique pour les femmes de la Corne de l'Afrique](#) et [Women's International Peace Centre](#).

⁶ Cornwall, A. & Brock, K. "What do buzzwords do for development policy? A critical look at 'participation', 'empowerment' and 'poverty reduction'", *Third World Quarterly*, 26:7, 1043-1060 (2005) hereafter, Cornwall & Brock; Cornwall, A. "Buzzwords and fuzzwords: deconstructing development discourse," *Development in Practice*, 17:4-5, 471-484 (2007); Eyben, R. & Napier-Moore, R. "Choosing words with care? Shifting meanings of women's empowerment in international development", *Third World Quarterly*, 30:2, 285-300 (2009), hereafter, Eyben & Napier-Moore.

néolibéralisme⁷. Les chercheurs affirment que des mots à la mode comme « genre »,⁸ « autonomisation » ou « participation » peuvent se diluer dans le temps et finir en devenant des « mots à la mode » qui font référence à la fois à tout et à rien.⁹ De cette façon, le langage peut être utilisé pour donner une légitimité à un programme ou une approche particulière.¹⁰ Par exemple, le terme « autonomisation » est souvent assimilé à la fourniture de connaissances et de compétences aux femmes et aux filles (comme si elles en manquaient par défaut), tout en négligeant les hiérarchies de pouvoir racialisées, coloniales, sexospécifiques et autres qui se croisent et qui affectent leur vie.¹¹ Ce faisant, le langage peut également être utilisé pour formuler de manière simpliste des solutions à des problèmes complexes comme le patriarcat, tout en dépolitisant les expériences des gens.¹² Même l'expression « violence basée sur le genre » (VBG) a parfois été dépolitisée, passant d'une perception comme étant motivée par des hiérarchies de pouvoir inégales entre les hommes et les femmes à des récits axés sur la violence résultant d'identités et de rôles différents pour les hommes et les femmes.¹³

L'analyse des origines des mots à la mode dans le secteur humanitaire permet également d'observer le rôle des donateurs en ce qui concerne le façonnage des récits. En utilisant leur position de pouvoir financier, les donateurs peuvent influencer sur les programmes en mettant l'accent sur certains termes.¹⁴ Cependant, le langage peut également être façonné par des événements ou des crises internationales, ainsi que par les universitaires.¹⁵

Le langage peut fonctionner comme un moyen d'exclure les gens, créant un « cercle intérieur » d'experts qui utilisent un langage spécial.¹⁶ Les boîtes

à outils, les manuels et même les directives techniques peuvent contenir un langage qui privilégie la technique par rapport à l'expérience, ce qui fait que certains types de connaissances sont valorisés par rapport à d'autres.¹⁷ Il est important de reconnaître que l'hypothèse selon laquelle le savoir et le pouvoir sont dirigés par l'« Occident » doit être corrigée ; il est également de plus en plus admis que les connaissances « locales » pourraient également renforcer ces opinions prépondérantes du courant dominant.¹⁸

Le langage pourrait également être sélectif. Par exemple, les voix des femmes et des jeunes filles peuvent être simplifiées et résumées, traduisant leurs expériences en généralisations afin d'établir un lien avec une demande de financement ou une activité de programme.¹⁹ Lorsque cela se produit, les chercheurs et les organisations qui élaborent les rapports sur les politiques exercent un pouvoir en décidant quelles perspectives sont représentées et lesquelles ne le sont pas. Leur position peut les amener à privilégier un certain de perspectives et de programmes par rapport à d'autres.

L'utilisation d'un langage a des conséquences directes sur la mise en œuvre des programmes dans les contextes humanitaires. Par exemple, les termes « fondé sur des preuves » ou « fondé sur des données » peuvent amener les agences de mise en œuvre à estimer qu'elles doivent justifier les activités de prévention et de lutte contre la violence basée sur le genre. Elles peuvent se sentir obligées de collecter des données sur la prévalence, ce qui est long et coûteux, et contredit en fait les directives existantes sur les réponses à la VBG dans les contextes humanitaires, qui stipulent que la VBG n'a jamais besoin d'être « prouvée » pour qu'une réponse soit apportée.²⁰ Un autre exemple est le terme « vulnérable ». Dans les situations d'urgence humanitaire, les décisions concernant le groupe de bénéficiaires ou les communautés « vulnérables » sont prises sur la base de critères déterminés par les acteurs humanitaires. Le respect de ce critère de vulnérabilité a un lien direct avec des prestations

⁷ Cornwall & Brock, 1046; Eyben & Napier-Moore, 294-295.

⁸ Schnable, A., et al. "International Development buzzwords: understanding their use among donors, NGOs, and academics", *The Journal of Development Studies* (2020), hereafter, Schnable, et al.

⁹ Cornwall & Brock, 1056.

¹⁰ Schnable et al, 3.

¹¹ Cronin-Furman, A., & al. "Emissaries of empowerment", Colin Powell School for Civic and Global Leadership, City College of New York, 2-6 (2017) ; Cornwall & Brock, 1045-1047 ; Batliwala, S. "Taking the power out of empowerment : an experiential account", *Development in Practice*, 17: 4/5, 557-565 (2007).

¹² Cornwall & Brock, 1043.

¹³ COFEM (2017) "Reframing language of 'gender-based violence' away from feminist underpinnings", *Feminist Perspectives on Addressing Violence Against Women and Girls Series*, Paper No. 2, Coalition of Feminists for Social Change.

¹⁴ Schnable, et al., 4.

¹⁵ Ibid, 14-16.

¹⁶ Cornwall & Brock, 1052.

¹⁷ COFEM "Finding the balance between scientific and social change goals, approaches and methods", *Feminist Perspectives on Addressing Violence Against Women and Girls Series*, Paper No. 3, (2017) hereafter, COFEM, Finding the Balance.

¹⁸ Narayanaswamy, L. "Whose feminism counts? Gender(ed) knowledge and professionalisation in development", *Third World Quarterly*, 37:12, 2158 (2016), hereafter Narayanaswamy; Briggs, J. "The use of indigenous knowledge in Development: problems and challenges", *Progress in Development Studies*, 5:2, 99-114, 107 (2005).

¹⁹ Lokot, M. "The space between us: feminist values and humanitarian power dynamics in research with refugees", *Gender & Development*, 27:3, 467-484, 480 (2019), ci-après, Lokot.

²⁰ COFEM, Finding the Balance, 2-4.

telles que l'aide en espèces, mais ce concept prescriptif de vulnérabilité masque la complexité des expériences des personnes.²¹ Le terme peut également servir d'étiquette pour masquer les structures et les systèmes qui rendent et maintiennent les personnes « vulnérables », tout en étant utilisé pour justifier des priorités de financement particulières. Dans les contextes humanitaires, l'utilisation de termes tels que « sexe transactionnel » peut diluer les hiérarchies de pouvoir qui sous-tendent l'exploitation sexuelle. De même, le fait de désigner les communautés comme « bénéficiaires » revient à nier le pouvoir et la prise de décision individuels et à caractériser les gens comme bénéficiaires passifs de l'aide.

PENSÉE FÉMINISTE ET AIDE HUMANITAIRE

La pensée féministe offre des possibilités de comprendre et d'aborder la relation d'interdépendance entre le pouvoir et le langage dans le secteur de l'aide humanitaire. Bien qu'il existe plusieurs formes de féminisme, les féministes partagent l'objectif primordial de mettre fin à l'oppression des femmes et des filles.²² La pensée féministe est guidée par la prémisse que les hiérarchies de pouvoir et les oppressions façonnent les expériences vécues par les femmes, les filles, les hommes, les garçons et les personnes ayant des orientations sexuelles et des identités et expressions de genre diverses (SOGIE). Le féminisme est explicitement politique parce qu'il se concentre sur la lutte contre les dynamiques de pouvoir inégales. Cependant, les récits relatifs aux secteurs de développement et humanitaires ont été critiqués pour avoir dépolitisé le féminisme de son sens et de son intention d'origine, afin de le rendre plus acceptable.²³

Le féminisme est parfois critiqué comme étant un concept « occidental » qui s'impose dans d'autres contextes. Ces critiques ont donné naissance à l'idée de féminismes « de base » ou « du Sud », souvent considérés comme offrant des manières locales et indigènes de conceptualiser le féminisme. Ces initiatives, telles

que la Charte africaine du féminisme, ont apporté des idées féministes importantes, contribuant à attirer l'attention sur l'expertise des féministes « locales ».²⁴ Cependant, d'autres personnes font remarquer que les féministes du « Sud » sont également façonnées par les hiérarchies de pouvoir et peuvent être le produit de voix locales d'« élite ».²⁵ Les acteurs locaux peuvent eux-mêmes bénéficier des avantages liés au fait d'être en position de pouvoir en raison de leur éducation, de leur statut socio-économique ou d'autres hiérarchies de pouvoir. L'idée de « localisation », qui a pris de l'ampleur depuis le Sommet humanitaire mondial de 2016, est importante en ce qui concerne la dynamique entre les capacités internationales et locales, en reconnaissance du pouvoir exercé par les acteurs humanitaires internationaux (y compris les donateurs et les ONG internationales (ONGI)) sur les acteurs locaux.²⁶ Malgré les promesses de la localisation, en termes pratiques, cette dernière peut être confrontée à des défis importants liés aux dynamiques complexes du pouvoir, notamment dans les situations de déplacement et de réfugiés.²⁷

Les approches féministes en matière de localisation suggèrent que les relations de flexibilité et de confiance sont essentielles et que le leadership local doit aller au-delà de la sélection des élites pour inclure une base plus large de femmes. Elles insistent sur le fait que la cession du pouvoir aux organisations locales doit être significative et non symbolique et doit impliquer une collaboration égale sur ce à quoi ressemble l'« impact ».²⁸ Ces débats soulignent l'importance de reconnaître le pouvoir à de multiples niveaux, au-delà du simple binaire international-local, mais aussi parmi les différents acteurs locaux, et entre les acteurs et les communautés locales. La pensée féministe attire l'attention sur ces complexités au sein des hiérarchies de pouvoir, en reconnaissant que les hiérarchies de pouvoir et les oppressions peuvent se croiser pour approfondir les déséquilibres de pouvoir.²⁹ Par exemple, une adolescente handicapée qui est actuellement

²¹ Johnson, H. "Click to Donate: visual images, constructing victims and imagining the female refugee", *Third World Quarterly*, 32:6, 1015-1037 (2011), ci-après, Johnson.

²² Letherby, G. *Feminist research in theory and practice*. Buckingham: Open University Press, 4 (2003).

²³ Cornwall, A. et al. "Gender myths and feminist fables: The struggle for interpretive power in gender and development", *Development and Change*, 38:1, 1-20 (2008); Smyth, I. "Talking of gender: words and meanings in development organisations", *Development in Practice*, 17:4-5, 582-588 (2007).

²⁴ Le Forum féministe africain, « La Charte des féministes africaines », (2007). Disponible en ligne : <https://awdf.org/theafrican-feminist-charter/>.

²⁵ Narayanaswamy, 2157.

²⁶ Roepstorff, K. "A call for critical reflection on the localisation agenda in humanitarian action", *Third World Quarterly*, 41:2, 284-301 (2020), ci-après, Roepstorff.

²⁷ Pincock, K., Betts, A., & Easton-Calabria, E. "The rhetoric and reality of localisation: refugee-led organisations in humanitarian governance", *The Journal of Development Studies*, 13 (2020).

²⁸ Al-Abdeh, M. & Patel, C. "'Localising' humanitarian action: reflections on delivering women's rights-based and feminist services in an ongoing crisis", *Gender & Development*, 27:2, 237-252, 247-250 (2019).

²⁹ Crenshaw, K. "Mapping the margins: intersectionality, identity politics, and violence against women of color", *Stanford Law Review*, 43:6, 1241-1299 (1991); Crenshaw, K. "Intersectionality Matters Podcast." Disponible en ligne: <https://soundcloud.com/intersectionality-matters>.

réfugiée fait l'expérience des hiérarchies de pouvoir associées au fait d'être une femme, d'être jeune, d'avoir un handicap et d'être réfugiée, tout cela en même temps.³⁰ Le terme « intersectionnalité » est une approche féministe permettant de comprendre ces intersections. L'intersectionnalité va au-delà de la simple identification des différences entre certains groupes, comme cela s'est parfois produit dans le domaine humanitaire. Au contraire, elle est explicitement fondée sur la compréhension et la transformation des déséquilibres de pouvoir.³¹

La pensée féministe reconnaît que les hiérarchies de pouvoir façonnent ce que l'on sait des communautés. Les féministes soutiennent que le savoir a été historiquement défini comme « le savoir des hommes », ce qui a une incidence sur la façon dont le monde est compris.³² En ce qui concerne l'aide humanitaire, cela signifie que les processus de compréhension des besoins des communautés ont parfois privilégié la voix des hommes, qui sont souvent des chefs de communauté, des chefs religieux ou des gardiens, plutôt que celle des femmes et des filles. Cela s'est parfois produit sous le couvert du respect de la culture locale. Les féministes insistent pour que les besoins et les perspectives des femmes et des filles soient centrés et valorisés, plutôt que d'être imposés par ceux qui occupent des postes de pouvoir. Cela signifie que la conduite d'une analyse intersectionnelle sexospécifique, au lieu de faire des suppositions sur les individus ou les communautés, est une pratique féministe essentielle. Bien qu'il soit utile de tirer des enseignements d'autres contextes, il est essentiel que les programmes s'inspirent de l'expérience vécue des femmes et des filles ainsi que des communautés elles-mêmes. Les féministes ne s'intéressent pas seulement aux résultats ou aux produits finaux, mais aussi aux processus permettant de parvenir à ces derniers.³³ Par conséquent, les féministes remettent en question les moyens acceptés pour collecter des données de suivi et d'évaluation ou procéder à des recherches dans des contextes humanitaires.

Critiquant l'accent excessif mis sur la production de « preuves » en s'engageant auprès des communautés de manière parfois extractive, les féministes se concentrent sur des approches relationnelles qui privilégient la connexion par rapport à des impératifs tels que « l'optimisation des ressources ». ³⁴ La pensée féministe peut perturber les manières habituelles de comprendre les problèmes, par exemple le recours aux évaluations rapides dans les contextes humanitaires. Les féministes suggèrent plutôt qu'il est important de prendre le temps de laisser émerger les problèmes auxquels les communautés sont confrontées, si et quand les communautés se sentent à l'aise pour partager ces informations.³⁵ Cela nécessite l'utilisation de méthodes flexibles qui permettent une participation significative.³⁶ Les féministes soulignent que la collaboration avec les communautés devrait fonder sur la réciprocité – un échange de concessions mutuelles – afin d'équilibrer la dynamique du pouvoir entre ceux qui collectent les données et ceux qui les fournissent.³⁷

La réflexivité, qui consiste à se replier sur soi-même en réfléchissant de manière critique à la manière dont ses positions, ses antécédents et ses expériences respectifs pourraient influencer ses perspectives, ses attitudes et ses préjugés, est à la base de la pensée féministe. Dans le cadre de l'aide humanitaire, cela signifie également reconnaître comment le positionnement au sein des institutions peut façonner le pouvoir (ou son absence). Être réfléchi signifie reconnaître les hiérarchies de pouvoir complexes qui façonnent l'aide humanitaire, y compris la manière dont les priorités des donateurs influencent les programmes. Certains universitaires suggèrent que la pensée féministe a été cooptée par les programmes néolibéraux dans les contextes de développement et d'aide humanitaire, ce qui a eu pour conséquence de mettre trop l'accent sur les femmes et les filles en tant que productrices de richesse économique. ³⁸ Réfléchir sur le rôle des donateurs et des autres personnes ayant une influence sur les ressources d'aide signifie reconnaître ces hiérarchies de pouvoir et s'efforcer de les remettre en question, lorsque cela est possible.

³⁰ Building Local Thinking Global (BLTG), "GBV Emergency Response and Preparedness. Inclusion of diverse women and girls guidance note," (2019). Disponible en ligne: <https://bit.ly/3hZJSRy>.

³¹ COFEM, "COFEM Feminist Pocketbook Tip Sheet #1. Why does a feminist perspective matter in work to prevent and respond to violence against women and girls?" (2018) Available online: <https://bit.ly/3SuBmzY>; Michelis, I. "Picked up, misused, abused, changed": intersectionality in the humanitarian discourse on gender based violence" (2020).

³² Brooks, A. "Building knowledge and empowerment through women's lived experience", in Leavy, P. L. and Hesse-Biber, S. (eds) *Feminist research practice: a primer*. Londres : SAGE Publications Ltd, 53-82, 68 (2006).

³³ Interpares, Action Canada, & Oxfam Canada « Une approche féministe de l'aide internationale du Canada », (2016). Disponible en ligne: <https://bit.ly/39kuy9w>.

³⁴ Lokot, 477-480.

³⁵ Trinh, Minh-ha, *Woman, Native, Other: Writing Postcoloniality and Feminism*, Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press, 1 (1989).

³⁶ Liamputtong, P. *Researching the vulnerable. A guide to sensitive research methods*. London: SAGE Publications Ltd, 13 (2007).

³⁷ Huisman, K. "Does this mean you're not going to come visit me anymore": an inquiry into an ethics of reciprocity and positionality in feminist ethnographic research," *Sociological Inquiry*, 78:3, 372-396 (2008).

³⁸ Calkin, S. "Feminism, interrupted? Gender and development in the era of 'smart economics,'" *Progress in Development Studies*, 15:4, 295-307, 297 (2015).

CONCLUSIONS

MOTS COMMUNS ET LEURS HIÉRARCHIES DE POUVOIR

Dans le cadre de l'enquête, on a demandé aux répondants de dire ce qu'ils ressentait lorsqu'ils entendaient certains mots utilisés dans le secteur humanitaire pour décrire des particuliers, des groupes ou des organisations. On leur a demandé de passer en revue une liste de mots et de répondre selon une échelle de : très inconfortable, inconfortable, neutre, confortable ou très confortable. Les cinq premiers mots avec lesquels la plupart des répondants étaient mal à l'aise étaient : « victime », « tiers monde », « marginalisé », « minorités » et « vulnérable ».

Les sections suivantes exposent ces termes courants ainsi que d'autres abordés par les participants aux entretiens, aux discussions de groupe et à l'enquête en ligne. La liste complète des termes apparaît par ordre alphabétique.

BÉNÉFICIAIRE

Selon l'enquête, 23 % des répondants ont déclaré être mal ou très mal à l'aise avec le mot « bénéficiaire ». Environ 29 % se sont sentis neutres ; 49 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

Au niveau des trois discussions de groupe, les sentiments sont également partagés quant au terme « bénéficiaire ». Beaucoup ont estimé qu'il s'agissait d'un terme neutre. Quelques participants aux discussions de groupe ont estimé que le terme était positif : « Quelque chose de bon dont une personne peut bénéficier » (Afrique de l'Est). Un participant à aux discussions de groupe a déclaré : Les « bénéficiaires sont des personnes qui tirent profit des initiatives ou des actions » (Asie). Un autre participant a déclaré que le terme était « mieux que *donataire* – personne qui reçoit un don ou de l'aide » (Asie).

D'autre part, d'autres participants aux discussions de groupe ont parlé des connotations négatives du mot : « C'est comme si on leur rendait service » (Afrique de l'Est). Un autre participant a suggéré que le terme peut être politique : « C'est comme si on ne reconnaît pas que les bénéficiaires ou les communautés sont en fait des partenaires égaux avec nous et qu'ils ont aussi des ressources, et que nous pouvons collaborer ensemble pour atteindre les objectifs » (Asie). Un participant aux discussions de groupe a attiré l'attention sur la traduction du terme de l'anglais : « Lorsque nous le traduisons dans notre langue, il n'a pas de sens car il s'applique aux bénéficiaires d'une assurance » (Asie). Un participant aux entretiens a également parlé de l'« orientation caritative » du terme (Afrique de l'Est). Un répondant à l'enquête en ligne a déclaré : « Bénéficiaire signifie aussi le fait de devoir dépendre des services d'autres personnes » (Asie).

Un autre participant aux discussions de groupe, qui a estimé que le terme était plus neutre, a suggéré que le contexte dans lequel le terme « bénéficiaire » est utilisé détermine s'il est approprié, expliquant qu'il est correct d'utiliser le terme dans le secteur humanitaire, mais pas dans les activités de plaidoyer, où les préférences seraient « participant à une activité » ou « partie prenante » (Afrique de l'Est). Un autre participant aux discussions de groupe a suggéré le mot « partenaire » (Asie). Quelques participants aux discussions de groupe ont suggéré « cible » ou « groupe cible » comme alternative, mais un autre

participant a fait remarquer qu'« il était peut-être un peu problématique de penser aux femmes ou aux enfants comme cibles » (Moyen-Orient). Un participant à l'enquête en ligne a déclaré que « cibler » les femmes et les filles sonne « comme si elles étaient l'objet de votre tir » (Afrique de l'Est). Un participant aux discussions de groupe a suggéré les « détenteurs de droits » et « porteurs d'obligations » comme alternative car cela affirme la notion que les gens jouissent de droits alors que les différents acteurs du secteur humanitaire ont des obligations envers eux (Moyen-Orient).

Un participant aux discussions de groupe a déclaré : « Je pense que ce mot est tellement utilisé et est devenu si courant dans le [secteur] humanitaire qu'il a un sens presque neutre. Nous ne nous demandons pas ce qu'il signifie. » (Moyen-Orient). Un autre participant à ces discussions a ajouté : « Peut-être parce que nous croyons en ce que nous faisons, nous ne creusons pas vraiment le sens du mot. » (Moyen-Orient).

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Dans le cadre de l'enquête, 11 % des personnes répondants ont déclaré être mal à l'aise avec le mot « renforcement des capacités ». Environ 17 % se sont sentis neutres ; 71 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

Un participant à l'entretien en ligne a déclaré que le renforcement des capacités signifiait « déplacer des gens d'un point à un autre ». « Elle a ajouté : « C'est presque une sorte d'autonomisation. » (Afrique de l'Est).

Un participant aux entretiens a expliqué comment ils évitent le terme « création des capacités » lorsqu'ils invitent des parties prenantes telles que la police. Cependant, ils utilisent ce terme lorsqu'ils parlent aux communautés, ce qui lui semble problématique : « Quand on travaille avec des groupes marginalisés, il est facile de parler de la *création des capacités*, ce qui signifie que nous devons bénéficier d'une formation. Dans notre esprit, c'est comme s'ils en ont besoin, c'est normal de le leur dire. Mais quand nous contactons la police, nous devons rendre douce cette expression ». (Moyen-Orient).

Un participant aux entretiens a déclaré qu'il n'y avait pas de négativité associée au terme « création des capacités » (Asie). Un autre a noté les connotations tant positives que négatives : « Si vous voulez être sélectif ou voir les choses d'un point de vue du pouvoir, le

renforcement des capacités signifie alors que vous êtes celui qui a les capacités et que vous allez renforcer les capacités des autres parce que vous les avez trouvés sans rien... ce qui n'est pas vrai, car les gens ont leurs propres capacités. » (Afrique de l'Est). Un répondant à l'enquête en ligne a déclaré que la « création des capacités signifie qu'aucune capacité n'existe » et a suggéré le « développement des capacités » comme alternative (Asie). Un autre répondant à l'enquête en ligne a recommandé le terme « renforcement des capacités » (Asie).

Un autre participant aux entretiens a souligné que pour eux, le renforcement des capacités était « mutuel » et « pas à sens unique » (Afrique de l'Est). Elle a déclaré que le renforcement des capacités est « la seule chose dans la terminologie du développement sur laquelle tout le monde comptait », mais a souligné que « sans services auxiliaires, le renforcement des capacités ne peut à lui seul changer ou avoir un plus grand impact sur le travail de développement ». En parlant du féminisme, elle a fait référence au concept de renforcement des capacités : « Dans n'importe quelle conversation, processus dans lequel nous sommes, nous devons nous assurer que nous brisons les hiérarchies, nous déconstruisons les hiérarchies. Si vous êtes un formateur, vous faites un atelier de renforcement des capacités, cela ne signifie pas que vos informations sont plus crédibles que celles des personnes que vous formez » (Afrique de l'Est).

AUTONOMISATION

Lors de l'enquête, 3 % des répondants ont déclaré être mal à l'aise avec le mot « autonomisation ». Environ 14 % se sont sentis neutres ; 83 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

De nombreux participants ont mentionné que le terme « autonomisation » était positif. Un participant aux entretiens a déclaré : « Il s'agit principalement de la capacité à prendre des mesures et des décisions qui affectent votre propre vie. C'est un processus. Cela affecte également la façon dont vous vous sentez » (Afrique de l'Est). Un autre participant aux entretiens a précisé : « À condition qu'elle ne soit pas utilisée pour signifier le passage de la faiblesse à la force », ce qui suggère qu'il y a parfois une « connotation négative selon laquelle une personne est faible » et on doit renforcer ses capacités (Moyen-Orient). D'autres ont utilisé indifféremment les termes « renforcement des capacités » et « autonomisation » : « Le résultat de l'autonomisation d'une personne ou du renforcement

de ses capacités me donne une impression positive. Nous renforçons leur capacité à faire entendre leur voix sur leurs propres droits. Nous leur donnons des connaissances qu'ils peuvent utiliser pour garantir leurs propres droits. Il y a une possibilité que ceux qui reçoivent soient aussi ceux qui donnent » (Asie).

Cependant, un certain nombre de participants ont fait remarquer que le terme « autonomisation » pouvait être utilisé à tort pour couvrir les activités de formation, mais que la formation peut ne pas suffire à garantir l'autonomisation. Un participant aux entretiens a déclaré que le terme était « parfois surestimé ou exagéré » : « L'autonomisation est la nouvelle tendance issue du renforcement des capacités ou de l'amélioration des compétences, mais les interventions offertes... permettent-elles vraiment d'autonomiser les gens ? » (Moyen-Orient). Selon un autre participant aux entretiens : « Nous utilisons et entendons toujours ce mot. Mais le fait de permettre à quelqu'un de participer à un atelier de sensibilisation ne signifie pas qu'on l'a autonomisé. Ce n'est pas seulement cela. Si nous parlons de l'autonomisation, nous devons parler non pas de projet mais plutôt de programmes... Il ne s'agit pas de l'autonomisation si je participe à un atelier cette année et que le financement prend fin l'année suivante » (Moyen-Orient). Un autre participant aux entretiens a déclaré que lorsque l'autonomisation est mise en œuvre efficacement, elle peut permettre de s'attaquer aux causes profondes d'un problème (Afrique de l'Est).

Un participant à l'entretien a réfléchi aux pressions exercées par les donateurs pour utiliser ce terme : « Parfois, nous sommes obligés de l'utiliser. Lorsque nous avons un appel à propositions, nous devons l'utiliser si le sujet ou l'objectif est l'autonomisation... Nous avons décidé de ne pas utiliser l'autonomisation il y a deux ans. Nous pensons que chaque personne a du pouvoir, qu'elle est forte en elle-même, qu'elle a des capacités, mais nous devons lui faire comprendre et découvrir ce pouvoir qu'elle a. Nous les aidons à se comprendre, à utiliser les ressources dont ils disposent » (Moyen-Orient). Un autre participant aux entretiens a également mentionné que son organisation était passée de l'autonomisation économique des femmes à la justice économique pour reconnaître le rôle du pouvoir dans la vie des femmes (Afrique de l'Est).

FONDÉ SUR DES PREUVES

D'après l'enquête, 6 % des répondants ont déclaré être mal à l'aise ou très mal à l'aise avec le terme « fondé sur des preuves ». Environ 26 % se sont sentis neutres ; 69 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

Le terme « fondé sur des preuves » a également fait l'objet des délibérations lors des discussions de groupe. Un participant à ces discussions a observé les ramifications politiques de l'utilisation de ce terme : Il peut être un peu délicat pour le gouvernement d'utiliser les termes « fondé sur des preuves » ou « fondé sur des données probantes » parce que ces termes n'existent pas dans notre pays. Le gouvernement peut avoir l'impression que quelqu'un tente de surveiller ses activités ou d'obtenir des preuves en vue d'influer sur les politiques ou intervenir dans la vie politique » (Asie).

Un participant aux entretiens a déclaré que le terme « fondé sur des preuves » était plus approprié que celui de « fondé sur des données », expliquant comment le concept de données peut entraîner l'exclusion des points de vue des femmes (Afrique de l'Est). Un participant aux discussions de groupe a noté que : « les données peuvent être interprétées de différentes manières. Elles peuvent aussi être mal ou trop lues. Ainsi, se fier aux données peut aussi conduire à l'ignorance totale de certains autres segments qui sont également importants et qui ne sont pas reflétés dans les données » (Moyen-Orient). Elle a également fait remarquer qu'il est important de ne pas se contenter de présenter les statistiques aux donateurs, mais d'organiser des réunions spécifiques pour « approfondir » et discuter des nuances.

LOCALISATION

Selon l'enquête, 17 % des répondants ont déclaré être mal ou très mal à l'aise avec le terme « localisation ». Environ 29 % se sont sentis neutres ; 54 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

Plusieurs participants aux entretiens et aux discussions de groupes ont discuté du concept de localisation. L'un d'entre eux a déclaré : « la localisation échoue ici parce que personne ne la soutient. Les donateurs ne font pas confiance aux ONG locales, et

les ONGI ne veulent pas nous donner une part de leurs fonds » (Asie). Un participant aux entretiens a déclaré que les donateurs sont prêts à donner aux ONGI plus d'argent qu'aux ONG locales (Afrique de l'Est). Un autre participant aux entretiens a évoqué les défis auxquels sont confrontées les petites organisations locales : « Beaucoup de grandes ONG locales qui ont accès aux services de développement des capacités gagnent toujours ces propositions parce qu'elles savent comment écrire et mettre en œuvre. D'autres organisations plus petites n'ont pas la possibilité d'accéder au financement » (Asie). Une seule personne avait une opinion positive des donateurs : « Avant, l'approche des donateurs était complètement différente ; ils étaient comme une bureaucratie. Maintenant, ils nous traitent comme un partenaire. Maintenant, ils disent : « Nous sommes partenaires. Cela a permis de combler le fossé entre les donateurs et les organisations chargées de la mise en œuvre » (Asie).

MARGINALISATION

Dans le cadre de l'enquête, 66 % des répondants ont déclaré être mal à l'aise ou très mal à l'aise avec le mot « marginalisé ». Environ 9 % se sont sentis neutres ; 26 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

Un participant aux entretiens a expliqué pourquoi ce terme est utilisé : « Nous l'utilisons pour les personnes défavorisées et démunies » (Asie). D'autres ont discuté des connotations négatives liées à ce terme. Un participant aux entretiens a estimé que le fait de décrire les personnes comme étant marginalisées portait une sorte de jugement sur les communautés et a suggéré de les désigner comme n'ayant pas accès aux ressources, non desservies ou malchanceuses : « Ce n'est pas leur problème, ils sont loin et n'ont pas accès aux services. C'est notre problème car nous ne les avons pas atteints avant, ou le gouvernement ne les a pas atteints. Quand nous disons *marginalisés*, c'est comme si c'était de leur faute » (Moyen-Orient). Un autre participant aux entretiens a déclaré « Cela implique une position sans importance au sein d'une communauté. C'est une sorte de discrimination... Lors du Sommet humanitaire mondial, nous avons commencé à utiliser le terme « populations affectées » (Asie).

Un participant aux discussions de groupe a déclaré que les jeunes et les femmes sont parfois décrits comme étant marginalisés, alors qu'« en fait, ce n'est pas le cas ». Elle a expliqué pourquoi ce terme est mal utilisé : « Nous voulons dire qu'ils ne jouissent pas de l'égalité des chances, mais nous utilisons le terme *marginalisés*... Cela donne un sentiment de faiblesse alors qu'en fait ils ne sont pas faibles. Ils ont moins d'opportunités mais ils ont un potentiel égal, des capacités égales et parfois plus. Donc, ce mot ne donne pas le vrai sens de ce que nous voulons dire » (Asie).

De nombreux participants ont souligné que le terme « marginalisé » doit être replacé dans son contexte : « J'aimerais qu'il y ait un autre mot que *marginalisé* ». Selon le contexte dans lequel il est utilisé... Quand vous dites marginalisé, vous pourriez expliquer que certains groupes sont laissés pour compte. Marginalisé dépend beaucoup du contexte. Cela pourrait signifier que certaines activités ne sont pas inclusives » (Afrique de l'Est) ; et « Il suffit d'examiner les raisons pour lesquelles ils sont marginalisés, quel genre de défi ils doivent relever » (Moyen-Orient).

Une participante aux discussions de groupe a réfléchi sur son travail avec les communautés de réfugiés, en particulier sur le fait que même ceux qui vivent dans des régions éloignées ne se disent pas marginalisés. Elle s'est interrogée quant à l'idée selon laquelle vivre dans les zones urbaines signifie « vivre au centre » : « Tous les mots que nous utilisons pour les décrire sont en relation avec nous. Nous sommes assis dans [nom de la ville] et nous pensons que c'est le centre. Nos donateurs qui sont assis à [nom d'une autre ville] pensent que c'est le centre. Nos donateurs internationaux qui se trouvent à [nom de la ville européenne] pensent qu'ils sont le centre. Il est très intéressant de voir que le pouvoir se déplace et que le centre se déplace également » (Moyen-Orient). Un autre participant aux entretiens a déclaré : « La personne qui utilise le mot semble plus puissante que celle à laquelle il s'adresse » (Afrique de l'Est).

MINORITÉS

Dans le cadre de l'enquête, 51 % des répondants ont déclaré être mal ou très mal à l'aise avec le mot « minorités ». Environ 31 % se sont sentis neutres ; 17 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

Un certain nombre de participants ont mentionné les difficultés liées à l'utilisation du mot « minorité ». Un participant aux discussions de groupe a déclaré que le mot était couramment utilisé mais qu'il posait des problèmes en ce qui concerne les interactions avec les communautés : Ils disent : « Ne nous appelez pas minorité ; nous ne sommes pas des minorités ; nous sommes des citoyens égaux. En nous appelant minorités, vous nous rendez petits... » Après cela, j'ai commencé à utiliser l'expression « personne appartenant à d'autres religions » parce que je me suis rendu compte du fait qu'ils ne se sentaient pas à l'aise avec ce mot » (Asie). Dans cet exemple, le fait d'entendre directement la communauté a entraîné un changement quant au langage utilisé.

Un participant aux entretiens a déclaré : « Faire d'un groupe autonomisé une catégorie de minorités prive les gens de leurs droits. Parfois, cela se fait avec de bonnes intentions, mais cela place quand même les gens dans certaines cases qui limitent leur potentiel » (Moyen-Orient).

PARTICIPATION

Dans le cadre de l'enquête, 3 % des répondants ont déclaré être mal à l'aise avec le mot « participation ». Environ 3 % se sont sentis neutres ; 94 % se sont sentis soit à l'aise, soit très à l'aise.

Lors de la session de validation, les participants ont discuté du concept de participation. Un participant a déclaré : « Pour moi, la participation signifie que je fais partie de quelque chose, que je possède cela » (Afrique de l'Est). Un autre a parlé de « l'engagement actif » comme moyen de définir la participation (Afrique de l'Est). Cela ressemblait à ce qu'un participant aux entretiens a dit en estimant que le mot « engagement » était « plus proactif » que participation (Asie).

Les participants à la session de validation ont également discuté de la manière dont le terme « participation » peut être utilisé à mauvais escient. Un participant a réfléchi : « Il peut être mal utilisé lorsqu'il s'agit simplement de participation. L'implication peut signifier que j'y étais, que j'y ai participé... Mais alors la participation peut avoir moins de sens lorsqu'il ne s'agit que de représentation et non d'engagement actif, de non-participation à la prise de décision... La participation peut avoir moins de sens lorsqu'il s'agit

seulement de participer et d'être représenté, mais sans une voix réelle » (Afrique de l'Est). Un autre participant a déclaré que la participation peut être mal utilisée « lorsqu'on vous demande de participer mais qu'on ignore votre expertise et vos idées ». Elle a expliqué : « Cela arrive assez souvent... On demande aux organisations de défense des droits des femmes de participer... Ensuite, l'organisation participe, partage son expertise, ses idées, donne une analyse approfondie de la situation sur le terrain... Mais ensuite, quand ces connaissances sont transférées, elles se dissipent d'une manière ou d'une autre, elles disparaissent et n'atteignent pas les niveaux de décision ». En réfléchissant aux valeurs féministes, elle a recommandé de se concentrer sur la recherche de moyens de collaborer grâce à des approches ascendantes afin que tout le monde se sente inclus et « qu'il ait son mot à dire, qu'il ait un intérêt par rapport à tout ce qui se fait ». Elle a déclaré : « Il s'agit plus de créer des relations que de simplement témoigner du résultat impressionnant d'un projet » (Moyen-Orient). Une participante a suggéré que le mot « partenariat » devrait être plus souvent utilisé par les féministes que le mot « participation ».

RÉFUGIÉ

Dans le cadre de l'enquête, 46 % des répondants ont déclaré être mal ou très mal à l'aise avec le mot « réfugié ». Environ 29 % sont neutres ; 26 % se sentent soit à l'aise soit très à l'aise.

Au cours de la session de validation, les participants ont discuté du terme « réfugié ». Un participant a mentionné que le terme était lié au déplacement (Asie). Un autre participant a mentionné que le terme provient des Nations Unies (Afrique de l'Est). Certains participants de la région du Moyen-Orient ont estimé que le terme « réfugié » doit être conservé pour saisir la signification politique du terme, ce qui est particulièrement important pour les Palestiniens qui ont été forcés de quitter leurs foyers.

Quelques participants ont également parlé de la stigmatisation associée au terme. Selon nous, un participant a dit : « Le mot réfugié signifie que vous n'êtes pas chez vous. Vous n'êtes pas citoyen d'un pays et vous êtes considéré comme les autres, comme si vous n'étiez pas un être humain... Vous avez le sentiment de ne pas y appartenir et vous n'avez aucun droit comme un citoyen du pays concerné ». (Afrique de l'Est). Un autre participant a indiqué que le terme avait un impact spécifique sur

les communautés : « Après la réhabilitation, ils continuent à penser qu'ils sont réfugiés... Ils attendent toujours que les organisations les aident parce qu'ils sont réfugiés ou migrants. Cela leur laisse toujours penser qu'ils sont moins et qu'il y a quelqu'un d'autre qui a les ressources auxquelles ils peuvent accéder » (Afrique de l'Est).

Un participant aux discussions de groupe a déclaré qu'une alternative qu'ils utilisaient était celle de « personnes concernées » (Afrique de l'Est).

RÉSILIENCE

Lors de l'enquête, 3 % des répondants ont déclaré être très mal à l'aise avec le mot « résilience ». Environ 20 % se sont sentis neutres ; 77 % se sont sentis soit à l'aise, soit très à l'aise.

Le terme résilience a été moins abordé lors des entretiens et des discussions de groupe. Un participant aux entretiens a déclaré : « C'est un bon mot parce qu'il donne du pouvoir. Il ne parle pas de faiblesse » (Moyen-Orient). Un autre participant aux entretiens a souligné les défis liés à ce terme : « C'est comme si vous disiez, attachez votre ceinture de sécurité et trouvez un moyen de vous en sortir. Psychologiquement, c'est logique, mais, dans notre travail d'autonomisation, il faudra peut-être davantage d'éclaircissements » (Afrique de l'Est). Un autre participant aux entretiens a réfléchi : « Pourquoi les communautés devraient-elles continuellement être capables de résister à l'adversité ? Pourquoi ne nous efforçons-nous pas de sortir les gens de la pauvreté au lieu d'accroître leur capacité à résister à l'adversité et à rebondir ? » (Afrique de l'Est).

TIERS MONDE

Au cours de l'enquête, 69 % des répondants ont déclaré être mal ou très mal à l'aise avec le terme « tiers monde ». Environ 20 % se sont sentis neutres ; 11 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

Un répondant à l'enquête en ligne a expliqué : « Qui constitue le tiers monde et pourquoi ? Et qui suppose que l'Europe ou les États-Unis sont l'exemple de civilisation, la vie idéale à laquelle tout le monde aspire » (Moyen-Orient). Un autre répondant à

l'enquête en ligne a déclaré que le terme « reflète les relations de pouvoir et la supériorité » (Asie). Un autre répondant à l'enquête en ligne a suggéré : « Il est préférable de mentionner chaque pays par son nom... l'Afrique du Nord, le monde arabe, le monde islamique, l'Amérique latine... sans préciser s'il s'agit du premier ou du troisième monde » (Moyen-Orient). Un répondant à l'enquête en ligne a suggéré le terme « Nord-Sud » comme alternative (Moyen-Orient), bien que d'autres se soient inquiétés de ce terme. Un autre répondant à l'enquête en ligne a suggéré « économies en développement » (Moyen-Orient).

TRADITIONNEL

En ce qui concerne l'enquête, 23 % des répondants ont déclaré être mal à l'aise ou très mal à l'aise avec le terme « traditionnel ». Environ 40 % se sont sentis neutres ; 37 % étaient soit à l'aise, soit très à l'aise.

Les participants aux discussions de groupe ont discuté de la façon dont le mot « traditionnel » peut être positif ou négatif. L'un d'entre eux a expliqué comment il peut faire référence à des choses positives, comme l'histoire, les vêtements ou la nourriture (Moyen-Orient). Un participant a suggéré que le terme était associé à « quelque chose de rétrograde, quelque chose qui n'est pas mis à jour, quelque chose qui n'est pas du tout tourné vers la modernité » (Afrique de l'Est). Un autre participant a suggéré que le terme « fait paraître les gens comme s'ils étaient conservateurs » (Afrique de l'Est). Un autre participant a suggéré que le terme pourrait ne pas être perçu de manière positive par les communautés : « Si nous mentionnons des pratiques traditionnelles négatives, cela pourrait être nuisible pour certaines communautés... Si vous traduisez dans la langue locale, les gens pourraient penser qu'ils ne sont pas à jour » (Asie). Un participant aux discussions de groupe a déclaré que l'utilisation du mot « traditionnel » pour décrire un groupe peut être « marginalisant » lorsqu'il y a différentes communautés ethniques au sein de ce groupe, suggérant plutôt l'utilisation des termes tels que ressources locales, communauté locale ou acteurs locaux (Afrique de l'Est).

Un participant aux discussions de groupe a déclaré : « La plupart du temps, surtout dans le secteur humanitaire, je n'ai pas vu le mot traditionnel utilisé de manière positive » (Afrique de l'Est). Elle a

expliqué que le terme est souvent utilisé pour désigner « quelque chose que les gens devraient abandonner », suggérant que le terme est un « mot bancal » que les gens utilisent sans tenir compte du contexte.

Un participant aux discussions de groupe a souligné la nécessité d'expliquer le terme pour s'assurer que la bonne signification est communiquée (Afrique de l'Est), tandis qu'un autre a suggéré que le contexte était important et qu'il devrait être « clair afin qu'il ne fasse pas de mal ou ne donne pas de fausses perceptions » (Afrique de l'Est).

VICTIME

Lors de l'enquête, 71 % des répondants ont déclaré être mal à l'aise ou très mal à l'aise avec le mot « victime ». Environ 17 % se sont sentis neutres ; 11 % étaient soit à l'aise soit très à l'aise.

Un participant aux entretiens a déclaré : « Survivant est mieux. Cela signifie qu'ils ont de l'espoir, qu'ils ont l'énergie nécessaire pour changer leur situation » (Moyen-Orient). Un participant à l'enquête en ligne a expliqué que les victimes sont « définies par le mal qui leur a été fait », alors que les survivants sont « définis par leur vie après » (Moyen-Orient). Elle a suggéré que le mot « survivant » exprime le pouvoir de vivre après un incident de violence. Un participant aux discussions de groupe a mentionné le mot « client » comme alternative au mot « victime » (Asie).

Un autre participant aux entretiens a attiré l'attention sur la traduction du terme : En anglais, nous utilisons le terme « survivors '*survivantes*' » pour désigner les femmes qui souffrent de la violence. Lorsqu'ils traduisent ce terme en arabe, cela signifie que les femmes sont sorties de la violence, mais qu'en réalité elles sont encore sous le cycle de la violence. Elles ne sont pas sorties de ce cycle. Pour dire « victime », c'est comme si la femme était très faible. Mais quand nous utilisons survivant en arabe, cela ne donne pas le même sens en anglais (Moyen-Orient).

VULNÉRABLE

D'après l'enquête, 71 % des répondants ont déclaré être mal à l'aise ou très mal à l'aise avec le mot « vulnérable ». Environ 17 % se sont sentis neutres ; 11 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

Un participant aux entretiens a expliqué pourquoi ce terme était utilisé : « Lorsque nous parlons de réfugiés, puisqu'ils ont migré d'une région à une autre, ils sont vulnérables dans leur situation parce qu'ils ne sont pas des citoyens. Ils n'ont pas de statut dans une région ». Elle a expliqué que des mots comme « vulnérable » peuvent signifier que certains groupes sont « plus méritants » (Asie).

Certains participants aux entretiens ont déclaré que la vulnérabilité était liée à la faiblesse (Asie). Un répondant à l'enquête en ligne a également expliqué qu'il s'agissait d'un terme « plat » qui ne dit rien de plus par rapport aux raisons de la vulnérabilité (Moyen-Orient). Un participant à l'enquête en ligne a expliqué que l'utilisation de ce terme pouvait constituer un acte de pouvoir envers un autre groupe : « Être en dehors de ces groupes, quand on n'est pas vulnérable... il est plus facile de regrouper tous les autres dans cette catégorie. C'est là que se situe la hiérarchie du pouvoir... Même si vous le faites avec de bonnes intentions, vous vous excluez quand même de ces groupes » (Moyen-Orient). Elle a abordé ce terme plus en détail : « Ce statut est parfois dû à des facteurs externes et parfois à des facteurs internes. Est-ce financiers, physiques, économiques ? Il ne peut être unique » (Moyen-Orient). Elle a souligné l'importance de prendre en compte plusieurs niveaux de vulnérabilité et de considérer l'intersectionnalité lorsqu'on parle de vulnérabilité plutôt que de considérer la vulnérabilité comme « une situation universelle ».

Un répondant à l'enquête en ligne a également déclaré qu'il était plus utile d'utiliser l'intersectionnalité pour expliquer les facteurs qui entraînent la vulnérabilité (Moyen-Orient). Quelques participants aux entretiens ont réfléchi au fait que la vulnérabilité est contextuelle : « Le mot vulnérable montre que quelqu'un est si impuissant et pourtant, parfois, la vulnérabilité dépend de la situation » (Afrique de l'Est). Un participant aux discussions de groupe a suggéré une alternative traduite dans sa langue locale, qui équivaut à « des groupes qui ne sont pas encore prospères » comme alternative pour les personnes vulnérables.

LANGAGE ET IDENTITÉS

La note d'orientation de la coalition BLTG sur l'inclusion de diverses femmes et filles dans la préparation et la réponse aux situations d'urgence en matière de violence basée sur le genre (juillet 2019) aborde la question du langage et de l'identité. Dans ce document, nous avons souligné l'importance de demander aux femmes et aux filles le langage et les termes qu'elles préfèrent, d'éviter des acronymes qui peuvent facilement étiqueter les personnes comme « autres » et porter atteinte à leur dignité, et d'éviter les descriptions unidimensionnelles de l'identité d'une personne.

Le langage lié à des identités spécifiques a été de nouveau évoqué lors de nos conversations avec les membres de la coalition en ce qui concerne ce document. Un des participants aux entretiens a fait remarquer que le fait de regrouper les personnes dans certaines catégories « facilite la vie des donateurs et la communication » mais a ajouté que cela signifiait que nous pourrions « tomber dans le piège de considérer la situation comme unidimensionnelle » (Moyen-Orient).

Dans l'ensemble, les résultats de cette section sont limités car les répondants n'ont pas inclus les organisations spécialisées travaillant avec les femmes et les filles vivant avec un handicap, les femmes âgées, ou les femmes et les filles ayant des orientations sexuelles, des identités et des expressions de genre diverses. Néanmoins, les commentaires des répondants nous rappellent l'importance de consulter des groupes communautaires spécifiques, des militants et des acteurs spécialisés afin de s'assurer que le langage utilisé reflète les préférences des personnes ayant ces identités. Cela peut être dû à des considérations contextuelles – ce qui est vécu comme langage respectueux et puissant – ou à des considérations de sécurité. Un participant à l'entretien a réfléchi à la manière dont un terme tel que « femmes et filles » peut être politique, en se demandant comment ou s'il inclut les personnes qui ne confirment pas leur sexe ou celles transgenres (Afrique de l'Est). Les participants ont également souligné la manière dont les attitudes, les croyances et les normes sont liées au langage, et l'importance de travailler sur les questions plus profondes plutôt que de supposer que des changements de langage brusques permettront de lutter contre les préjugés ou les partis pris.

LANGAGE ET SYMBOLISME

Le langage peut également être utilisé de manière instrumentale ou symbolique – par exemple pour donner l'impression que le travail est inclusif ou qu'il répond aux besoins de certains groupes. Dans le cadre de l'enquête, 69 % des personnes interrogées étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « *Dans le secteur humanitaire, j'ai parfois l'impression que nos efforts pour inclure les femmes et les filles sont symboliques* ». (Environ 14 % se sont sentis neutres, 14 % n'étaient pas d'accord et 3 % ont déclaré qu'ils ne savaient pas.) Au cours des entretiens et des discussions de groupe, les participants ont discuté de la manière dont des termes courants tels que « femmes et filles » peuvent être utilisés dans le secteur humanitaire. De nombreux participants ont souligné l'importance de veiller à ce que les « femmes et les filles » soient spécifiquement mentionnées, car leurs défis et leurs besoins sont différents de ceux des hommes et des garçons. Un participant aux discussions de groupe a commenté l'importance de mentionner explicitement les femmes et les filles pour garantir leur participation.

Quelques participants ont discuté du fait que le simple fait de nommer les « femmes et filles » ne rend pas compte des intersections entre le fait d'être une femme ou une fille et les autres hiérarchies de pouvoir ou les oppressions. Un participant aux entretiens a déclaré : « Le terme *femmes et filles* est utilisé par beaucoup mais pour moi, c'est un terme très général... Pourtant, les femmes et les filles sont diverses et ont des besoins différents... par exemple, les femmes atteintes du VIH / SIDA, les femmes âgées... » (Afrique de l'Est). Un participant aux discussions de groupes a commenté la nécessité de mieux définir qui sont les filles : « Il y a des filles qui sont à l'école, celles déscolarisées, des adolescentes. Il est également important d'aller plus loin dans une catégorisation très spécifique car cela rend nos interventions, nos investissements dans ces catégories de personnes, très spécifiques, ciblées et significatives pour elles » (Afrique de l'Est).

Selon un autre participant aux entretiens : « Cela s'inscrit dans le concept d'ajouter la dimension genre et de remuer... On a l'impression qu'on l'ajoute simplement pour que le donateur soit satisfait des objectifs que vous atteignez. Sur le terrain, les femmes et les filles sont les principaux bénéficiaires, mais en même temps, le fait de l'ajouter comme une queue à une phrase est très... cela ne prend pas compte du développement comme une question holistique » (Moyen-Orient).

RELATIONS ENTRE LE LANGAGE, LE POUVOIR ET LES MÉTHODES DE TRAVAIL

Dans le cadre de l'enquête, on a invité les participants à répondre à des déclarations sur les hiérarchies de pouvoir dans le secteur humanitaire:

- 63 % des répondants sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « *De nombreuses organisations humanitaires opèrent et prennent des décisions de manière hiérarchique et descendante* ». Environ 29 % étaient neutres ; 9 % n'étaient pas d'accord.
- 57 % des répondants sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation : « *De nombreuses organisations humanitaires sont patriarcales* ». Environ 20 % étaient neutres, 11 % étaient en désaccord et 11 % ont déclaré ne pas le savoir.

Tout au long des discussions de groupe et des entretiens, les participants ont souligné la manière dont les hiérarchies de pouvoir dans les organisations humanitaires affectent le langage utilisé. Plusieurs participants ont discuté de la façon dont les différents acteurs utilisent des termes différents, ce qui oblige les organisations locales à s'adapter. Un des participants aux discussions de groupe a déclaré « Ayant été dans le secteur humanitaire, la plupart d'entre nous peuvent convenir que si vous gérez plusieurs projets, nous changeons la dynamique du langage en fonction du partenaire avec lequel nous travaillons... Ils continuent à changer et à dire : « Oh non, nous avons arrêté d'utiliser ceci, maintenant nous utilisons cela » et la prochaine fois, « Nous avons arrêté d'utiliser ceci, nous utilisons le suivant... Parfois, c'est un peu trop » (Afrique de l'Est). Dans le même ordre d'idées, un participant aux entretiens a fait un commentaire : « Toute cette terminologie internationale normalisée, ces méthodes de travail internationales, nous sont imposées... » (Asie).

Les participants ont également discuté de la manière dont les organisations internationales influencent la terminologie utilisée par les organisations locales. Un des participants aux entretiens a déclaré : « Souvent, elles proposent des mots qui ne peuvent être compris par les communautés locales. Parfois, ils ne

peuvent même pas être traduits par les communautés locales » (Asie). Elle a donné l'exemple du terme « nœud », qui est difficile à traduire, ainsi que celui de « genre », qui dans son contexte se traduit parfois par masculin et féminin, ce qui exclut d'autres groupes. Sa recommandation a été la suivante : « Il est important que les acteurs internationaux réfléchissent bien aux implications de la terminologie lorsqu'ils proposent de nouveaux mots au niveau des pays, et qu'ils réfléchissent à ce que ces derniers signifient pour les locaux ».

Lors de l'enquête, 29 % des personnes interrogées étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « *Dans mon organisation, il y a une pression pour utiliser certains mots pour décrire les communautés parce que cela aide à montrer les besoins et à générer des financements* ». (Environ 26 % étaient neutres, 40 % étaient en désaccord ou fortement en désaccord et 6 % ont déclaré ne pas le savoir.) Un participant aux discussions de groupe a parlé des hiérarchies de pouvoir qui les obligent à utiliser la terminologie utilisée par les donateurs : « Nous sommes totalement dépendants du langage utilisé par les donateurs. Nous essayons de proposer une terminologie alternative et ils la rejettent ou la corrigent. En ce sens, nous sommes vraiment subordonnés ». Elle a donné l'exemple de la façon dont leur statut d'organisation change en fonction du donateur : « Parfois, on nous appelle simplement une ONG, parfois une organisation de défense des droits des femmes, parfois une organisation de la société civile, selon le terme le plus évident que le donateur aimerait utiliser à notre égard. Dans ce sens, nous sommes à peu près cooptés et c'est le mot qui résume vraiment cette relation. Nous sommes cooptés pour adopter cette terminologie et l'idéologie qui la sous-tend en faisant partie de ce système humanitaire » (Moyen-Orient).

Les participants ont mentionné les agences des Nations unies et les donateurs comme ayant un jargon spécifique, qui est très précis et technique. Un participant a envoyé des commentaires écrits, expliquant : « Les agences des Nations unies et les ONGI utilisent de nombreux acronymes et abréviations, ce qui est en soi excluant. Si vous ne comprenez pas ces acronymes, vous ne comprenez pas la réunion à laquelle vous assistez, ou vous avez également du mal à remplir certains des modèles où ces acronymes sont utilisés » (Moyen-Orient). Quelques participants ont également fait remarquer qu'un langage différent est parfois nécessaire compte tenu de la position politique des donateurs et que cela peut créer des difficultés pour mettre en

évidence les expériences vécues par ceux qui se trouvent dans certains contextes humanitaires.

Certains participants ont souligné l'importance d'une bonne compréhension des termes et de leur signification : « Nous devons discuter de ces mots avec les organisations internationales afin de nous mettre d'accord sur les bons termes à utiliser lorsque nous travaillons ensemble, afin que cela soit plus inclusif. Si un groupe se sent exclu ou estime que le langage n'est pas approprié, il se taira... Pour moi, je pense que nous devons nous mettre d'accord sur le langage que nous utilisons, sur les mots techniques ou appropriés que nous utilisons lorsque nous travaillons ensemble » (Afrique de l'Est).

LE LANGAGE ET LA DYNAMIQUE DU « LOCAL » ET DE L'« INTERNATIONAL »

Dans le cadre de l'enquête, on a invité répondants à réfléchir au terme « organisation locale » ainsi qu'aux hiérarchies de pouvoir entre les organisations locales et les organisations internationales :

- 23 % des répondants ont déclaré être mal ou très mal à l'aise avec le terme « organisation locale ». Environ 29 % se sont sentis neutres ; 49 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.
- 80 % des personnes interrogées sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « Parfois, on a l'impression que les organisations humanitaires internationales interagissent avec les organisations locales de manière hiérarchique et descendante ». Environ 9 % étaient neutres, 6 % étaient en désaccord et 6 % ont déclaré ne pas le savoir.
- 66 % des personnes interrogées sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « L'expertise et les connaissances locales sont souvent méconnues dans les partenariats entre des organisations internationales et locales au sein du secteur humanitaire ». Environ 14 % étaient neutres, 14 % étaient en désaccord ou fortement en désaccord, et 6 % ont déclaré ne pas le savoir.

- 80 % des personnes interrogées sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « Si les organisations locales recevaient plus de financement, de voix et de pouvoir décisionnel, les déséquilibres de pouvoir dans le secteur humanitaire diminueraient ». Environ 11 % étaient neutres, 6 % étaient en désaccord ou fortement en désaccord, et 3 % ont déclaré ne pas le savoir.

Lors des entretiens et des discussions de groupe, la dynamique dont les participants ont le plus discuté était la relation entre les organisations locales et celles internationales. Dans le cadre de l'enquête, 29 % des répondants ont déclaré être mal ou très mal à l'aise avec le mot « local ». Environ 31 % se sont sentis neutres ; 40 % se sont sentis soit à l'aise soit très à l'aise.

Les participants aux entretiens ont également discuté de la signification du terme « local ». Un participant aux entretiens a déclaré : « Voilà la signification – ils n'ont rien, ils ne sont pas qualifiés, ils manquent de capacités, ils ne sont pas professionnels... C'est comme si c'était eux qui savaient et nous qui ne savions pas » (Moyen-Orient). Un autre participant aux entretiens a fait le commentaire suivant : Les organisations internationales en particulier aiment utiliser le terme « local » pour se différencier, car elles ont plus de ressources, de connaissances et de couverture. Pour celles locales, cela signifie que quelqu'un travaille dans une zone plus petite » (Afrique de l'Est). Elle a suggéré des alternatives telles que « Nous travaillons en partenariat avec [nom de l'ONG] » ou faire référence aux « organisations travaillant dans une région donnée » (Afrique de l'Est). Un autre participant aux entretiens a déclaré « Je préfère utiliser l'organisation nationale, pas l'organisation locale. Le national est mieux parce qu'il n'est pas un indicateur de la supériorité et des privilèges vis-à-vis de l'international » (Moyen-Orient). Une participante à l'entretien a déclaré que, dans son contexte, le terme « local » est lié à l'histoire coloniale du pays et signifie quelque chose d'indigne et non de positif dans l'argot local (Afrique de l'Est).

Un participant aux entretiens a suggéré que le terme « local » maintenait certaines organisations dans une position d'infériorité : « Lorsque nous avons travaillé avec [des ONG internationales], elles nous maintenaient au niveau local. Cela est la raison pour laquelle elles nous payaient peu d'argent... C'est

pourquoi elles nous appelaient « locales », car cela expliquerait pourquoi elles nous donnaient peu de ressources. De l'autre part, pour eux, ils sont internationaux, avec toutes les ressources et le pouvoir de décider pour vous. C'est ce que nous ressentions. Et ils nous le faisaient ressentir. Le ton et les mots qu'ils utilisaient vous faisaient sentir que vous étiez inutiles. Parce que vous êtes locaux, vous ne savez pas certaines choses » (Afrique de l'Est).

Un participant aux entretiens a fait remarquer que les organisations internationales considèrent que les petites organisations manquent de capacités, mais qu'elles comptent sur elles pour obtenir des informations et accéder à des zones inaccessibles. Le fait que ces petites organisations ne soient pas représentées dans les processus de prise de décisions, les rapports ou les publications « peut constituer une sorte de racisme » qui se produit dans leur contexte (Afrique de l'Est).

Un autre participant aux entretiens a commenté le pouvoir des ONGI sur l'argent : « Les ONGI sont considérées comme des donateurs. Elles sont considérées comme plus puissantes... Elles jouent le rôle de gestionnaire de fonds. Elles ont le pouvoir de contrôler les fonds et peuvent manipuler les organisations de la société civile locales. Vu qu'elles ont de l'argent, elles veulent que vous fassiez ce qu'elles veulent que vous fassiez » (Asie).

HÉRITAGES COLONIAUX ET RACISME, RENFORCÉS PAR LE LANGAGE DE L'AIDE

Comme on l'a vu plus haut, ces conversations liées au langage et au pouvoir ont également suscité des réflexions sur l'héritage colonial et le racisme dans le secteur de l'aide. 31 % des répondants étaient d'accord ou fortement d'accord avec l'affirmation suivante : « *Le racisme est un problème dans le contexte où je travaille* ». (Environ 11 % étaient neutres, 51 % étaient en désaccord ou fortement en désaccord et 6 % ont déclaré ne pas le savoir.) 69 % des personnes interrogées sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « *Le secteur humanitaire doit s'attaquer aux hiérarchies du pouvoir colonial dans nos relations avec les communautés* ». (Environ 17 % étaient neutres ; 14 % étaient en désaccord ou fortement en désaccord.) Certaines de ces réflexions, liées au langage mais allant au-delà, sont mises en évidence ici. Nous suggérons ces domaines pour un apprentissage et un dialogue continus.

Un participant aux discussions de groupe a réfléchi sur le rôle de la colonisation dans le renforcement des hiérarchies de pouvoir : « Pour nous qui venons des pays qui ont une expérience historique des colonisations, nous avons parfois le sentiment d'être encore dans l'idée coloniale. Parfois, nous nous sentons encore inférieurs aux autres personnes venant de l'Occident... Parfois, nous n'avons pas confiance en nous pour avoir une conversation et partager nos expériences ou nos connaissances. Par conséquent, parfois nous croyons simplement que les connaissances venant de l'Occident, voire d'autres pays, sont meilleures que les nôtres » (Asie). Un participant aux entretiens a fait un commentaire : « Maintenant, on voit beaucoup d'organisations internationales qui mettent directement en œuvre. Pourquoi ? Pourquoi imposez-vous un programme colonial ? C'est une façon coloniale de traiter avec la communauté. Nous devons être en désaccord avec ce système colonial » (Moyen-Orient).

Les participants ont réfléchi à la façon dont les dynamiques de pouvoir mises en avant par le langage « international » et « local » influent sur les salaires et les différences contractuelles. Un participant aux entretiens a déclaré : « Ils ont des contrats différents pour le personnel local et celui international. Ce sont des conditions différentes, un salaire différent, des privilèges différents. Les

termes international et local... rendent certaines personnes inégales » (Moyen-Orient). Un participant aux entretiens a soulevé la question des négociations salariales avec les organisations internationales : « Ils pensent que nous sommes locaux et une fois que nous sommes locaux, nous n'avons plus de défis comme eux... nous n'avons plus besoin de ressources comme eux... Ils n'arrêtaient pas de dire : « Vous savez que vous êtes local, vous vivez ici ». Dans cet exemple, l'ONG locale avait moins de pouvoir de négociation : « Nous avons dû accepter ce qu'ils proposaient. Nous savions que nous ne pouvions pas changer grand-chose » (Afrique de l'Est). Un autre participant aux entretiens a dit : « Si vous êtes local, vous devez tout accepter sans négociation. Vous avez l'air de ne pas être indépendant pour prendre librement votre décision » (Moyen-Orient).

Le langage, le pouvoir et les communautés où nous travaillons

Dans le cadre de l'enquête, 77 % des répondants étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « *Les communautés seraient surprises si elles entendaient certains des mots que nous utilisons pour les décrire* ». Environ 17 % étaient neutres ; 6 % étaient en désaccord ou fortement en désaccord.

Lors des entretiens et discussions de groupe, les participants ont souligné l'importance de s'assurer que les termes sont pertinents pour les communautés et qu'ils sont correctement traduits pour en saisir le sens. Un participant aux entretiens a dit : « C'est très bien si nous pouvons obtenir des mots de la part de nos propres communautés. Si nous venons avec nos propres mots, les gens peuvent se sentir comme les autres » (Afrique de l'Est).

ALLER DE L'AVANT : CONSTRUIRE UN NOUVEAU LANGAGE

Au cours des discussions de groupes, des entretiens et des enquêtes, les participants ont réfléchi plus largement sur le rôle du langage dans le secteur humanitaire. Un participant aux entretiens a déclaré : « Le langage peut être utilisée comme un outil, comme une arme, comme un bouclier. C'est très important si nous faisons ce travail politisé. Le langage compte vraiment, et il est vraiment important d'y prêter attention » (Afrique de l'Est). Un autre participant aux entretiens a souligné l'importance du voyage d'apprentissage : « C'est toujours un apprentissage en termes de terminologies que nous utilisons. Parfois, vous n'êtes pas conscient qu'un certain langage ne vous donnent pas de pouvoir » (Afrique de l'Est). Le fait que la catégorisation des gens est en soi un exercice de pouvoir a également été évoqué dans un entretien (Moyen-Orient). Un répondant à l'enquête a déclaré : « Tous les humains sont égaux et méritent le même respect, mais nous les divisons en les appelant par ces mots » (Asie). Un autre répondant à l'enquête a fait des commentaires sur le langage « violent » utilisé par les travailleurs humanitaires ainsi que sur le fait que le langage dans le secteur humanitaire est technique et « commercial » (Moyen-Orient).

“ *Le langage est puissant. Les mots que nous utilisons deviennent une partie de notre conscience. Lorsque nous les utilisons de plus en plus, il y a une normalisation en ce qui concerne l'utilisation de ces mots.*

Répondant, Moyen-Orient

Quelques participants ont mentionné qu'ils n'avaient pas auparavant réfléchi à l'utilisation de ces termes : « C'est la première fois que j'ai l'occasion de parler de ces questions... Nous ne parlons pas de ces questions. C'est comme s'il s'agissait de termes normaux » (Asie). Ils ont réfléchi sur le fait qu'il était important d'avoir ces conversations et de faire attention aux mots utilisés. D'autres ont profité de cette occasion pour réfléchir de manière critique aux mots qu'ils utilisaient dans leur travail : « Quand j'ai lu le questionnaire, j'ai ressenti de la honte » (Moyen-Orient). Un répondant à l'enquête en ligne a indiqué que toute la liste des termes « me fait sentir mal » (Asie). Un autre participant aux entretiens a déclaré : « Il y a beaucoup de mots dans le secteur du développement et humanitaire que nous utilisons sans éclaircissement. Nous ne cherchons pas à savoir ce qu'ils signifient pour nous et s'ils véhiculent réellement ce que nous voulons entendre » (Afrique de l'Est).

Lors de l'enquête, 66 % des répondants étaient d'accord ou fortement d'accord avec l'affirmation suivante : « *Je me sens à l'aise pour interpeller mes collègues et les organisations partenaires s'ils utilisent des mots inappropriés ou dérangeants lorsqu'ils parlent de communautés* ». Environ 20 % étaient neutres ; 14 % étaient en désaccord ou fortement en désaccord.

Un participant aux discussions de groupe a évoqué l'importance pour les ONG de réfléchir en interne à leur langage pour décider des termes qu'elles utiliseront ou non : « Les ONG devrait également avoir leurs mots à dire sur ce qu'elle peut utiliser et ce qu'elle est autorisée à utiliser, sans avoir à se pencher et à accepter tout ce qui est en quelque sorte écrit pour elle. Sans avoir au préalable ces discussions au sein de l'organisation sur votre position, vous ne pouvez pas internaliser les termes et ce qu'ils signifient pour vous » (Moyen-Orient). Un participant aux discussions de groupe a également commenté l'importance de décider de la signification des termes : « Dès le début, qu'entendez-vous par là et pourquoi l'utilisez-vous » (Afrique de l'Est). Quelques participants ont mis en garde contre le simple fait de

changer de mots : « C'est délicat, si vous voulez le rendre un peu romantique, il perd son vrai sens... » (Moyen-Orient).

Dans le cadre de l'enquête, 100 % des personnes interrogées étaient d'accord ou fortement d'accord avec l'affirmation suivante : « *Les acteurs humanitaires devraient consulter les femmes et les jeunes filles pour comprendre comment elles aimeraient qu'on les appelle* ». Environ 63 % sont tout à fait d'accord ; 37 % sont d'accord.

Un participant aux entretiens a souligné l'importance de demander aux communautés elles-mêmes quels mots devraient être utilisés : « Je pense que c'est la chose la plus importante. Nous devons maintenant procéder à une grande discussion, comme celle que vous êtes en train d'ouvrir, mais ce n'est pas seulement avec les ONG, nous devons aller vers ces communautés, les gens que nous appelons « groupe cible », les gens que nous appelons « marginalisés », les gens que nous appelons « réfugiés »... Comment voulez-vous qu'on vous appelle ? Que préférez-vous ? Comment cela vous affecte-t-il quand vous l'entendez ? Ensuite, nous prenons la décision de ces personnes quant à la façon dont elles aimeraient être appelées » (Moyen-Orient).

Au cours de la session de validation, les participantes ont discuté de ce que le fait d'être « féministes » signifiait pour elles et de l'opportunité que représente l'analyse féministe pour la construction d'un langage plus transformateur. Une participante à l'entretien a parlé de l'importance du féminisme pour parler des hiérarchies de pouvoir : « Les approches féministes nous imposent également le fardeau d'utiliser une analyse du pouvoir, de savoir que rien n'est neutre... Les approches féministes vous aident à déconstruire les hiérarchies de pouvoir, à prendre conscience qu'il y a des hiérarchies de pouvoir auxquelles il faut faire face, que les espaces ne sont pas neutres. Tout cela nous aide à façonner, à informer et à déconstruire » (Afrique de l'Est). Les participants ont également reconnu que les termes « féministe » ou « féminisme » suscitent encore souvent un malaise chez les organisations humanitaires. 43 % des répondants étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « *De nombreuses personnes dans mon organisation se sentent mal à l'aise lorsqu'elles entendent le terme féministe* ». (Environ 11 % étaient neutres, 34 % étaient en désaccord ou fortement en désaccord et 11 % ont déclaré ne pas le savoir.)

VALEURS ET MÉTHODES DE TRAVAIL

Au cours des discussions de groupe et des entretiens, les participants ont discuté des valeurs et des méthodes de travail. L'un des participants aux discussions de groupe a réfléchi non seulement aux mots eux-mêmes, mais aussi à la manière dont ils sont prononcés : « Grâce au choix des mots et du langage, nous créons nécessairement un certain type de structures de pouvoir et nous pouvons donc aussi faire tomber ces barrières par la même méthode, en utilisant un langage, un langage plus tolérant et plus amical. C'était un exemple lors de la rédaction. Mais aussi en parlant, étant gentil avec les autres, et parlant d'une manière plus compatissante. Il y a beaucoup de choses que nous pouvons améliorer » (Moyen-Orient).

Dans le cadre de l'enquête, les répondants ont également énuméré les valeurs sur lesquelles les organisations humanitaires devraient s'appuyer pour réduire les hiérarchies de pouvoir entre les différents groupes. Ces valeurs sont représentées visuellement ci-dessous. Les valeurs en gros caractères représentent celles qui ont été mentionnées par plusieurs répondants.

En plus des recommandations issues de l'enquête, des entretiens, des discussions de groupe et de la séance de validation, le tableau suivant contient des considérations sur l'utilisation de certains mots et les alternatives recommandées. Bon nombre des considérations ci-dessous sont issues des participants, ainsi que de la littérature et du processus d'examen et de finalisation du rapport.

MOT, CONSIDÉRATIONS ET ALTERNATIVES

Bénéficiaire

Reconnaître que les personnes qui bénéficient des services / activités ne sont pas des bénéficiaires passifs de l'aide mais doivent être activement impliquées en tant qu'acteurs clés sur lesquels nous concentrons la réponse. La dynamique est à double sens.

Alternatives : Participant, partie prenante, communauté, partenaire

Création des capacités

Reconnaître que la création des capacités est mutuel et non pas à sens unique.

Reconnaître que chacun a ses capacités.

Alternatives : Renforcement des capacités, partage des capacités

Personnes handicapées

Reconnaître que le groupe n'est pas homogène, mais que les personnes handicapées ont d'autres identités, telles que sexe, race, âge, etc.

Alternatives : Personnes avec handicap, femmes et filles handicapées

Déplacé

Ne pas utiliser ce terme seul ; il faut qu'il soit assorti du contexte du déplacement.

Alternative : Personne concernée

Autonomisation

Reconnaître que l'autonomisation est un processus et qu'elle ne s'obtient pas uniquement par la formation. Elle nécessite des efforts globaux à plusieurs niveaux pour s'attaquer aux causes profondes de la dés-autonomisation.



Organisation de base

Alternatives : Organisation communautaire, Organisation indigène

LGBTQI, SOGIE, gays et lesbiennes

La traduction de l'acronyme est moins utile.

Alternatives : Femmes ayant une diversité sexuelle, femmes et filles ayant une orientation sexuelle et une identité et une expression de genre différentes

Organisation locale

Alternatives : Organisation nationale, organisation de la société civile, partenaire, organisations travaillant dans ce domaine, organisation de défense des droits des femmes, organisation dirigée par des femmes

Marginalisation

Ne pas utiliser comme terme autonome.

Clarifiez la raison pour laquelle le groupe est marginalisé (par exemple, manque de possibilités, manque d'accès aux ressources, le fait de ne pas encore être desservi, etc.)

Minorités

Alternatives : Personnes appartenant à d'autres religions, personnes appartenant à d'autres groupes ethniques

Femmes âgées

Reconnaître que les gens ont des identités diverses (par exemple, sexe, race, etc.) et que le fait de classer quelqu'un uniquement en fonction de son âge peut être déshumanisant.

Alternative : Femmes qui sont plus âgées / âgées

Participation

Reconnaître qu'il existe différents niveaux de participation, à commencer par la simple représentation, qui est différente du fait d'avoir une voix ou de prendre des décisions.

Alternatives : Partenariat, engagement

Réfugié

Reconnaître que le mot « réfugié » est politique, et son changement pourrait donc avoir des conséquences pour certains groupes.

Reconnaître les différentes dimensions de l'identité des personnes et les respecter en tant qu'êtres humains – et pas seulement en tant que réfugiés. Cela inclut d'autres identités, telles que sexe, race, âge, etc.

Alternatives : Personne concernée, personne affectée

Tiers monde

Mentionner chaque pays par son nom ou sa région

Alternatives : Économies en développement, Nord / Sud

Traditionnel

Clarifier ce qui est spécifiquement considéré comme traditionnel. Reconnaître la complexité des contextes culturels et ne pas faire de suppositions par rapport aux traditions.

Alternatives : Ressources locales, communauté locale, acteurs locaux, autochtones

Victime

Alternative : Survivant

Vulnérable

Ne pas utiliser comme terme autonome.

Précisez ce qui rend ce groupe vulnérable (par exemple, sa situation financière, son manque de possibilités, son sexe, son emplacement urbain / rural, etc.)

Femmes et filles

Préciser de quoi s'agit-il, conformément à une approche intersectionnelle (par exemple, les jeunes filles vivant avec un handicap, les femmes vivant avec le VIH / sida, etc.)

Soyez sensible à la façon dont le terme est utilisé dans un contexte culturel particulier (par exemple, les distinctions entre « femme » et « fille » peuvent être liées à l'état civil dans certains contextes. Il pourrait donc être plus approprié de dire « jeunes femmes » au lieu de « filles ».

RECOMMANDATIONS

Ce qui suit résume les principales recommandations de l'enquête, des entretiens, des discussions de groupe et de la séance de validation de la pensée féministe afin de fournir un nouveau langage qui soit inclusif et autonomisant, tout en favorisant l'égalité au sein des partenariats féministes et des activités de prévention et de réponse en matière de VBG. Vous trouverez ci-dessous les actions que les acteurs humanitaires devraient entreprendre.

CHOIX DU LANGAGE :

- ➔ Se renseigner auprès des communautés pour savoir les mots qu'on devrait utiliser pour les décrire.
- ➔ Identifier les possibilités permettant aux acteurs locaux de prendre l'initiative de développer une terminologie basée sur leur connaissance du contexte, en reconnaissant que cela signifie que les acteurs internationaux et les donateurs peuvent avoir besoin de réfléchir à la manière dont ils utilisent leur pouvoir pour influencer la terminologie et chercher à partager leur pouvoir.
- ➔ Reconnaître que les mots ont une signification différente selon le contexte et qu'il est peu probable que les mots soient appropriés dans tous les contextes et toutes les langues.
- ➔ Identifier les mots appropriés et contextualisés qui ont un sens dans les langues locales et qui peuvent être utilisés comme alternatives si nécessaire.
- ➔ Veiller à ce que la modification des mots pour les rendre plus inclusifs et plus sensibles se fasse avec analyse et reconnaissance du pouvoir, et ne soit pas symbolique.

LANGAGE ET POUVOIR :

- ➔ Créer des opportunités permettant d'influencer d'autres acteurs humanitaires afin de promouvoir une terminologie plus inclusive et autonomisant, en tirant partie des recommandations des communautés et des personnes ayant une connaissance du contexte.
- ➔ Définir clairement la signification des mots clés utilisés dans le secteur humanitaire, en tenant compte de la dynamique de pouvoir qui sous-tend certains mots, de l'inaccessibilité de certains langages techniques et de l'impact de ces mots sur différents groupes.
- ➔ Réfléchir de manière critique et identifier les domaines dans lesquels les déséquilibres de pouvoir façonnent les relations entre les organisations « locales » et « internationales », et entre les organisations « locales » et les donateurs.

LANGAGE DANS LES PARTENARIATS :

- ➔ Il faut faire preuve d'intention dans la création de partenariats égaux afin que les partenariats ne se contentent pas d'utiliser des organisations « locales » comme partenaires de mise en œuvre, mais qu'ils s'attaquent de manière significative aux hiérarchies de pouvoir entre les différents acteurs à chaque niveau de partenariats.
- ➔ Se faire inspirer par la gentillesse et la compassion dans la formation et le maintien de partenariats avec différents acteurs humanitaires, en faisant attention et en prenant le temps de veiller à ce que les relations soient respectueuses, inclusives, autonomisantes et fondées sur le principe du partage de pouvoir.